



Pourquoi les laboratoires BIOLAB33 ferment à partir du 1^{er} décembre 2022

Aujourd'hui la biologie médicale en ville représente moins de 2% des dépenses de la sécurité sociale (branche maladie) et les analyses de biologie médicale interviennent dans 60 à 70% des diagnostics et décisions médicales. Ce sont 50 000 professionnels, dans 4200 laboratoires qui rendent un service quotidien à un demi-million de Français.

Or le coût de la biologie médicale est passé de 66 € à 57 € par habitant et par an entre 2013 et 2022 et elle ne représente que 1,8% des dépenses de santé.

Le coût de rabout demandé par les pouvoirs publics aujourd'hui ne tient ni compte de notre rôle quotidien dans les dépistages, la prévention, le diagnostic etc. ni des efforts déjà consentis par notre profession depuis 10 ans et menace la survie du maillage territorial actuel.

Malgré les alertes des représentants des biologistes médicaux, les pouvoirs publics refusent de nous entendre et restent arc-boutés sur leur projet de ponction de plus d'1,3 milliard d'euros dans le cadre de l'examen du Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) pour 2023.

Or notre profession a déjà permis à la CNAM de réaliser 5,2 milliards d'euros d'économie en 10 ans !

Encore tout récemment, les représentants de notre profession ont fait des propositions :

Depuis le début, nous sommes d'accord pour une contribution exceptionnelle de 250 millions d'euros en 2023 pour participer à la maîtrise des dépenses liées au COVID.

En plus de notre contribution sur 2023, nous avons donc indiqué à la CNAM que nous étions prêts à faire un effort de 145 millions d'euros chaque année.

Au total, ce sont donc 685 millions d'euros d'économies qui seraient réalisés en 4 ans avec les propositions de la profession.

Les quatre organisations syndicales de la biologie médicale ont alerté l'Assurance Maladie sur la mise en péril de la profession en cas de coup de rabout supérieur à cette proposition (près de 10 % des sites de laboratoires sont menacés).

Nous voulons bien participer à l'effort de maîtrise des dépenses, mais pas payer seuls la facture du « quoiqu'il en coûte » et qui ne tient absolument pas compte de notre rôle !

Il y a eu effectivement une croissance importante de notre activité ces dernières années et il y a des raisons structurelles au développement de la biologie depuis 10 ans, l'État a notamment fait évoluer notre rôle et a élargi notre champ de compétences, néanmoins, le principal facteur de croissance de notre activité est conjoncturel en raison des analyses faites pour les dépistages de la COVID19.

Notre maillage territorial, y compris en zone rurale, a permis de protéger la population grâce à l'accessibilité et la proximité des tests. Depuis mai 2020, plus de 120 millions de tests RT-PCR ont été réalisés.

Notre activité a donc explosé du fait de la politique de dépistage des autorités, que nous avons scrupuleusement exécutée, malgré nos inquiétudes sur les risques de dérapage financier d'une telle stratégie. Nous l'avons d'ailleurs dit dès l'automne 2020.

Aujourd'hui on veut donc nous punir pour avoir obéi...

Le gouvernement prétend que la biologie médicale de ville a fait des milliards de profits tout en confondant chiffre d'affaires et résultat... Certes notre activité a été exceptionnelle, mais cette activité exceptionnelle a supposé également des investissements matériels et humains exceptionnels !



Les laboratoires ont dû recruter, s'équiper, acheter en masse des machines et des réactifs, et faire tourner les laboratoires 24h/24 et 7j/7 !

Nous avons ainsi relevé le défi du Covid au pied levé alors même que nous sortions d'une décennie de contraction budgétaire (depuis 2013, le volume d'actes en biologie a crû de 30 % alors que nos dépenses n'augmentaient que de 3 %).

En professionnels de santé, nous nous sommes engagés dans la lutte contre la COVID19 parce que la situation l'imposait, pour défendre l'organisation des soins et participer à la lutte contre cette pandémie, en cela nous répondions expressément à la stratégie nationale de prévention décidée par les pouvoirs publics qui avaient toujours la maîtrise de nos tarifs.

Les périodes d'austérité et de récession poussent à chercher des coupables... Les laboratoires de biologie médicale ont assuré et assumé une mission d'intérêt général et ont répondu présent avec tout ce qu'un contexte de crise impliquait.

En prévoyant aujourd'hui plus d'un milliard de baisses minimum sur notre enveloppe de biologie courante jusqu'en 2026, le gouvernement va clairement asphyxier notre profession !

Une telle décision coûterait très cher en termes de santé publique. Si ces économies nous sont imposées nous serions obligés de :

- Diminuer nos investissements technologiques (en 10 ans nous avons investi 5 milliards d'euros sur l'innovation, demain nous ne pourrions plus),
- Réduire nos effectifs et /ou geler les augmentations et le système de prime grevant ainsi le pouvoir d'achat de nos salariés (Pour rappel, la biologie médicale représente 50 000 emplois au cœur des territoires, +10% d'effectifs depuis la Covid)
- Fermer des sites et en premier lieu ceux qui participent à l'accès aux soins dans les territoires les plus isolés / ou réduire les plages horaires (induisant des pertes de chance pour les patients) – au moins 10 % de nos sites sont menacés par ce projet de rabot

Nous avons su faire preuve dans la gestion de la crise d'une réelle capacité d'adaptation et d'anticipation et cela s'est fait aussi grâce à l'assurance d'un soutien financier de l'Assurance Maladie et avec la confiance du gouvernement. La pandémie a mis en lumière l'intérêt central du dépistage systématique pour briser les chaînes de transmission.

Les actions que nous avons menées ont démontré que nous pouvions et devons agir de concert avec les pouvoirs publics afin de mettre en place une stratégie commune afin de lutter contre les risques de pandémie.

Si nous devons encore réduire nos marges de manœuvre budgétaires, nous ne pourrions pas être aussi réactifs et efficaces en cas de nouvelle pandémie.

Nous protestons aujourd'hui contre les mesures tarifaires excessives qui sont annoncées sans montrer aucune volonté tangible de concertation. ***Nous fermerons donc nos portes à partir du 1^{er} décembre prochain et nous en appelons à la prise de conscience des pouvoirs publics pour sortir de l'impasse actuelle !***

Vos biologistes médicaux,